



## CHAPITRE 44

Loi modifiant la Loi des marchés agricoles

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R., c.  
120, a. 8,  
mod.

**1.** L'article 8 de la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Annula-  
tion de  
bref, etc.

« Deux juges de la Cour du banc de la reine peuvent sur requête annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du présent article. »

S. R., c.  
120, a. 10,  
mod.

**2.** L'article 10 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les première et deuxième lignes du paragraphe *e* les mots « de tout plan conjoint ou de tout ordre de la Régie » par les mots « de tout ordre de la Régie, de tout plan conjoint ou de toute disposition d'un plan conjoint ».

Id., a. 12,  
mod.

**3.** L'article 12 de ladite loi est modifié en ajoutant ce qui suit: « ; cependant, la Régie peut communiquer à un office de producteurs tout renseignement qu'elle juge nécessaire à l'exercice des recours prévus à l'article 29*a*. »

Id., a. 14,  
mod.

**4.** L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Droits et  
obliga-  
tions d'un  
acheteur.

« La Régie peut, si elle le juge nécessaire, à la demande d'une association

## CHAPTER 44

An Act to amend the Agricultural Marketing Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 8 of the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120) is amended by adding the following paragraph:

R. S., c.  
120, s. 8,  
am.

"Two judges of the Court of Queen's Bench may annul summarily, upon petition, any writ, order or injunction issued or granted contrary to this section."

Annul-  
ment of  
writ, etc.

**2.** Section 10 of the said act is amended by replacing the words "any joint plan or of any order of the Board," in the second and third lines of paragraph *e*, by the words "any order of the Board or of any joint plan or provision of a joint plan".

R. S., c.  
120, s. 10,  
am.

**3.** Section 12 of the said act is amended by adding the words "; nevertheless, the Board may communicate to a producers' board any information which it deems necessary for exercising the recourses provided in section 29*a*."

Id., s. 12,  
am.

**4.** Section 14 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Id., s. 14,  
am.

"The Board, if it deems it necessary, at the request of an association of pro-

Rights,  
etc., of a  
purchaser.

de producteurs ou d'un office de producteurs et aux conditions qu'elle détermine, conférer à une association de producteurs, après lui avoir donné l'occasion de se faire entendre, les droits et obligations d'un acheteur pour les fins de la mise en vente en commun d'un produit commercialisé. Cette association cesse alors d'être considérée comme un producteur au sens de la présente loi.»

ducers or of a producers' board and on such conditions as it shall determine, may confer upon an association of producers, after giving it an opportunity to be heard, the rights and obligations of a purchaser for the purposes of the joint marketing of a marketed product. Such association shall then cease to be considered a producer within the meaning of this act."

S. R., c. 120, a. 26, mod. **5.** L'article 26 de ladite loi est modifié en insérant après le mot « fixation », dans la cinquième ligne du troisième alinéa, les mots « du prix de vente ou ».

**5.** Section 26 of the said act is amended by inserting, after the word "fixing" in the fifth line of the third paragraph, the words "of a selling price or". R. S., c. 120, s. 26, am.

Id., a. 26a, aj. **6.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 26 le suivant:

**6.** The said act is amended by inserting, after section 26, the following: Id., s. 26a, ad.

Syndicat professionnel, etc. **« 26a.** Lorsque l'exécution d'un plan conjoint est confiée à un syndicat professionnel ou à une union ou fédération de syndicats professionnels, l'acheteur d'un produit commercialisé visé par le plan est tenu d'honorer l'autorisation écrite volontaire et révocable donnée par tout producteur assujéti au plan et membre de tel syndicat, de retenir un montant spécifié comme cotisation à prélever au bénéfice de tel syndicat sur toutes sommes que l'acheteur doit payer à ce producteur; dans le cas d'une union ou fédération de syndicats professionnels, le montant de la cotisation à prélever doit être le même pour chaque syndicat.

**« 26a.** When the carrying out of a joint plan is entrusted to a professional syndicate or to a union or federation of professional syndicates, the purchaser of a marketed product contemplated by the plan must honour the written voluntary and revocable authorization given by any producer subject to the plan and who is a member of such syndicate to withhold a stated amount as an assessment to be taken from all sums that the purchaser owes to such producer, for the benefit of such syndicate; in the case of a union or federation of professional syndicates, the amount of the assessment to be levied shall be the same for each syndicate. Profes-sional syndicate, etc.

Remise mensuelle. L'acheteur est tenu de remettre mensuellement à tel syndicat, telle union ou telle fédération, les montants ainsi retenus, avec un état indiquant le montant prélevé de chaque producteur et le nom de celui-ci.

The purchaser must remit monthly to such syndicate, union or federation, the amounts so withheld, with a statement indicating the amount taken from each producer and the latter's name. Monthly remittance.

Révocation. Si l'acheteur reçoit une révocation, il doit en remettre une copie au syndicat, à l'union ou à la fédération, suivant le cas. »

If the purchaser receives a revocation, he must send a copy thereof to the syndicate, union or federation, as the case may be. Revoca-tion.

S. R., c. 120, a. 28a, aj. **7.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 28 le suivant:

**7.** The said act is amended by inserting, after section 28, the following: R. S., c. 120, s. 28a, ad.

Plan conjoint, etc., non invalidé. **« 28a.** L'aliénation ou la concession totale ou partielle d'une entreprise autrement que par vente en justice n'invalide aucun plan conjoint, aucune convention conclue en vertu de l'article 26 ou décision arbitrale rendue en vertu de l'article 28,

**« 28a.** The alienation or operation by another in whole or in part of an undertaking otherwise than by judicial sale shall not invalidate any joint plan, any agreement made under section 26 or any arbitration decision rendered under section Joint plan, etc., not invalidated.

ni aucune procédure ayant trait à l'approbation d'un plan conjoint, à son exécution, à cette convention ou à cette décision arbitrale.

Nouvel acheteur lié.

Sans égard à cette aliénation ou concession totale ou partielle, ni à la division, à la fusion ou au changement de structure juridique de l'entreprise, le nouvel acheteur à qui est destiné le produit agricole visé par le plan est lié par le plan conjoint, la convention faite en vertu de l'article 26 ou la sentence arbitrale rendue en vertu de l'article 28 comme s'il y était nommé, et il devient par le fait même partie sans reprise d'instance à toute procédure s'y rapportant, au lieu et place de l'acheteur précédent.

Ordonnances de la Régie.

La Régie peut rendre toute ordonnance jugée nécessaire pour constater la transmission des droits et obligations visés au présent article et régler toute difficulté découlant de son application. »

S. R., c. 120, a. 29a, aj.

**8.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 29 le suivant :

Exercice des recours.

« **29a.** L'office de producteurs peut exercer tous les recours d'un producteur en vertu d'une convention homologuée par la Régie, d'une décision arbitrale ou d'un règlement adopté en vertu des articles 46 ou 47, sans avoir à justifier d'une cession de créance de ce producteur.

Cumul des recours.

Les recours de plusieurs producteurs contre la même personne peuvent être cumulés dans une seule demande et le total réclamé détermine la compétence tant en première instance qu'en appel. »

S. R., c. 120, a. 34, mod.

**9.** L'article 34 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la quatrième ligne les mots « par règlement décréter » par les mots « , à moins d'en être dispensé par la Régie, décréter par règlement ».

Id., a. 38, mod.

**10.** L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Pouvoirs de l'assemblée générale.

« **38.** Sur la recommandation de l'office des producteurs, l'assemblée générale peut :

a) confier l'exécution du plan conjoint soit à un syndicat professionnel composé

28, or any procedure relating to the approval of a joint plan, to the carrying out thereof, or to such agreement or such arbitration decision.

Notwithstanding such alienation or operation by another in whole or in part, or the division, amalgamation or changed legal structure of the undertaking, the new purchaser for whom the farm product covered by the plan is intended shall be bound by the joint plan, the agreement made under section 26 or the arbitration award rendered under section 28, as if he has been named therein, and shall become *ipso facto* a party, without proceedings in continuance of suit, to any proceeding relating thereto, in the place and stead of the previous purchaser.

New purchaser bound.

The Board may make any order deemed necessary to record the transfer of the rights and obligations provided for in this section and settle any difficulty arising out of the application thereof."

Orders of Board.

**8.** The said act is amended by inserting, after section 29, the following :

R. S., c. 120, s. 29a, ad.

« **29a.** The producers' board may exercise all the recourses of a producer under an agreement homologated by the Board, under an arbitration decision or under a regulation made by virtue of section 46 or 47, without being required to prove that such producer has assigned his claim.

Exercise of recourses.

The recourse of several producers against the same person may be cumulated in a single demand and the total claimed shall determine the competency of the court of original jurisdiction as well as of appeal."

Cumulation of recourses.

**9.** Section 34 of the said act is amended by replacing the words "by regulation, shall divide" in the fourth line, by the words "shall by regulation, unless exempted by the Board from doing so, divide".

R. S., c. 120, s. 34, am.

**10.** Section 38 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following :

Id., s. 38, am.

« **38.** Upon the recommendation of the producers' board, the general meeting may :

Powers of general meeting.

(a) entrust the carrying out of the joint plan to a professional syndicate composed

exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le plan ou à une union ou fédération de tels syndicats professionnels, soit à une association coopérative d'agriculteurs ou société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles;

b) remplacer l'agent de négociation ou l'agent de vente;

c) modifier les pouvoirs, devoirs et attributions de cet agent ainsi que les pouvoirs, devoirs et attributions de l'office des producteurs. »

S. R., c. 120, a. 38a, aj. **11.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 38 le suivant:

Nouvelle association de producteurs.

« **38a.** A compter de l'entrée en vigueur de la décision prise par l'assemblée générale en vertu du paragraphe *a* de l'article 38, l'office des producteurs qui était chargé d'appliquer le plan est dissous et l'association de producteurs qui le remplace est investie sous son nom corporatif de tous les pouvoirs et attributions d'un office de producteurs et la Régie peut lui déléguer les pouvoirs qu'elle juge nécessaires et révoquer cette délégation. Cette association est saisie des biens et droits de l'office qu'elle remplace et est tenue de ses obligations; elle en exerce les pouvoirs et attributions et en remplit les devoirs. Les décisions prises par cet office et les conventions conclues par lui sont censées avoir été prises ou conclues par cette association; celle-ci devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance au lieu et place de l'office dissous. »

S. R., c. 120, aa. 42a à 42i, aj. **12.** Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 42 la section et les articles suivants:

#### « SECTION VIA

##### LIQUIDATION

Nomination de liquidateurs.

« **42a.** Lorsque la Régie met fin à un plan conjoint, l'office de producteurs chargé de l'exécution de ce plan continue d'exister dans le seul but de liquider ses affaires; il doit dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin du plan conjoint con-

exclusively of producers of farm products covered by the plan, or to a union or federation of such professional syndicates, or to a farmers' cooperative association or a cooperative agricultural association having as its sole object the marketing of such farm products;

(b) replace the negotiating agent or the selling agent;

(c) change the powers, duties and functions of such agent as well as the powers, duties and functions of the producers' board."

**11.** The said act is amended by inserting, after section 38, the following: R. S., c. 120, s. 38a, ad.

« **38a.** From the coming into force of the decision taken by the general meeting under paragraph *a* of section 38, the producers' board entrusted with the carrying out of the plan shall be dissolved and the association of producers replacing it shall be vested in its corporate name with all the powers and functions of a producers' board, and the Board may delegate to it such powers as it deems necessary and revoke such delegation. Such association shall be vested with the property and rights of the producers' board which it replaces and shall be bound by its obligations; it shall exercise the powers and functions and fulfil the duties thereof. The decisions taken by such producers' board and the agreements made by it shall be deemed to have been taken or made by such association; the latter shall become a party, without proceedings in continuance of suit, to any suit in the place and stead of the dissolved producers' board."

**12.** The said act is amended by inserting after section 42 the following division and sections: R. S., c. 120, ss. 42a-42i, ad.

#### "DIVISION VIA

##### WINDING-UP

« **42a.** When the Board cancels a joint plan, the producers' board entrusted with the carrying out of such plan shall continue to exist for the sole purpose of winding up its affairs; within ninety days after the cancellation of the joint plan, it shall

Appointment of liquidators.



voquer une assemblée générale des producteurs pour nommer un ou trois liquidateurs, qui ont droit à la possession immédiate des biens de l'office.

call a general meeting of producers to appoint one or three liquidators who shall be entitled to immediate possession of the property of the producers' board.

**Avis.** « **42b.** Le liquidateur doit sans délai donner avis de sa nomination dans la *Gazette officielle de Québec*.

“**42b.** The liquidator shall forthwith give notice of his appointment in the *Quebec Official Gazette*. **Notice.**

**Effet de la publication.** « **42c.** Dès la publication de l'avis de nomination du liquidateur dans la *Gazette officielle de Québec*, toute action ou toute procédure, soit par voie de saisie-arrêt, saisie-gagerie ou saisie-exécution, soit autrement, contre les biens meubles et immeubles de l'office, doit être suspendue.

“**42c.** Upon publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice of the liquidator's appointment, every action and every proceeding, by way of seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution, or otherwise, against the moveable and immovable property of the producers' board, must be suspended. **Effect of publication.**

**Frais non colloqués.** Les frais faits par un créancier après qu'il a eu connaissance de la liquidation par lui-même ou par son procureur ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de l'office qui est distribué en conséquence de la liquidation.

The costs incurred by a creditor after he has had knowledge of the winding-up, by himself or by his attorney, cannot be collocated against the proceeds of the property of the producers' board which are distributed in consequence of the winding-up. **Costs not collocated.**

**Autorisation du juge.** Un juge de la Cour supérieure dans le district où est situé le siège social de l'office peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure commencée.

Nevertheless, a judge of the Superior Court in the district in which the corporate seat of the producers' board is located may, on such conditions as he may deem proper, authorize the institution of a suit or the continuance of any proceedings commenced. **Judicial authorization.**

**Renseignements à la Régie, vacances, etc.** « **42d.** Le liquidateur doit fournir à la Régie tous les renseignements qu'elle prescrit relativement à la marche de la liquidation et aux affaires de l'office; la Régie peut remplir toute vacance dans la fonction de liquidateur et remplacer tout liquidateur qu'elle juge inapte ou indésirable pour quelque cause que ce soit. La Régie peut en outre donner tout ordre qu'elle juge nécessaire pour assurer la protection des droits des intéressés et une liquidation ordonnée de l'office.

“**42d.** The liquidator shall furnish the Board with any information it may require respecting the process of winding-up and the affairs of the producers' board; the Board may fill any vacancy in the office of liquidator and replace any liquidator whom it considers for any reason unfit or undesirable. The Board may also make any order it deems necessary to protect the rights of the interested parties and to ensure an orderly winding-up of the producers' board. **Information to Board, vacancies, etc.**

**Pouvoirs du liquidateur.** « **42e.** Le liquidateur jouit pour les fins de la liquidation des pouvoirs mentionnés à l'article 10 de la Loi de la liquidation des compagnies.

“**42e.** For the purposes of the winding-up, the liquidator shall have all the rights mentioned in section 10 of the Winding-Up Act. **Rights of liquidator.**

**Ordre des paiements.** « **42f.** Le liquidateur paie d'abord les dettes de l'office ainsi que les frais de liquidation.

“**42f.** The liquidator shall first pay the debts of the producers' board and the costs of winding-up. **Order of payment.**

Solde de l'actif.

Après ces paiements, le solde provenant de la liquidation de l'actif est distribué entre les producteurs soumis au plan conjoint au cours des deux années précédant la date à laquelle le plan a pris fin.

After such payments, the balance of the proceeds of the assets shall be distributed among the producers who were subject to the joint plan during the two years preceding the date when such plan terminated.

Balance of assets.

Répartition.

La répartition entre les producteurs est faite proportionnellement au montant des prélèvements payés par chacun de ces producteurs à l'office au cours de ces deux années, à moins que l'assemblée générale n'adopte des règles différentes à cet égard.

The distribution among the producers shall be made in proportion to the amount of the levies paid by each of such producers to the producers' board during such two years, unless the general meeting adopts different rules in that respect.

Distribution.

État à soumettre, etc.

« 42g. Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur soumet à l'assemblée générale pour approbation un état indiquant la manière dont la liquidation a été conduite et le résultat de la liquidation; il remet ensuite à la Régie les documents dont il avait pris possession lors de sa nomination.

« 42g. When the winding-up is completed, the liquidator shall submit to the general meeting for approval a statement showing the manner in which the winding-up has been conducted and the result of the winding-up; he shall then hand over to the Board the documents of which he took possession at the time of his appointment.

Statement to be submitted, etc.

Approbation des décisions.

« 42h. Toute décision de l'assemblée générale en vertu des dispositions de la présente section n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvée avec ou sans modification par la Régie.

« 42h. No decision of the general meeting under this section shall come into force until it has been approved, with or without changes, by the Board.

Approval of decisions.

Avis de dissolution.

« 42i. Lorsque la liquidation est terminée, la Régie fait publier dans la *Gazette officielle de Québec* un avis de la dissolution de l'office, et à compter de la date de cette publication l'office est dissous. »

« 42i. When the winding-up is completed, the Board shall cause to be published in the *Quebec Official Gazette* a notice of the dissolution of the producers' board, and from the date of such publication the latter shall be dissolved.

Notice of dissolution.

S. R., c. 120, aa. 44a et 44b, aj.

13. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 44 les suivants:

13. The said act is amended by inserting after section 44 the following:

R. S., c. 120, ss. 44a, 44b, ad.

Réglementation concernant les acheteurs.

« 44a. La Régie peut en outre faire des règlements pour:

« 44a. The Board may also make regulations to:

Regulations respecting purchasers.

a) obliger l'acheteur d'un produit commercialisé à retenir sur les sommes qu'il doit au producteur de ce produit la totalité ou une partie des contributions ou perceptions spéciales payables par ce producteur à l'office de producteurs chargé de l'application du plan, et à remettre à cet office à l'acquit du producteur les sommes ainsi retenues;

(a) compel the purchaser of a marketed product to withhold out of the sums which he owes to the producer of such product the whole or a part of the special contributions or collections payable by such producer to the producers' board entrusted with the carrying out of the plan, and to remit to such board to the exoneration of the producer the sums so withheld;

b) fixer le montant qui doit ainsi être retenu par l'acheteur d'un produit commercialisé;

(b) fix the amount to be so withheld by the purchaser of a marketed product;

c) déterminer les renseignements que l'acheteur d'un produit commercialisé doit fournir relativement aux sommes ainsi retenues;

d) fixer l'époque de la remise des sommes retenues;

e) déterminer les conditions et les modalités de la retenue et de la remise.

Publica-  
tion.

Tout règlement adopté en vertu du présent article est publié dans la *Gazette officielle de Québec*; il entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Régle-  
menta-  
tion con-  
cernant  
les enten-  
tes.

« 44b. La Régie peut réglementer les conditions de toute entente entre le producteur d'un produit commercialisé et toute personne engagée dans la mise en marché de ce produit.

Publica-  
tion.

Tout règlement adopté en vertu de cet article doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*; il entre en vigueur le sixième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée. »

S. R., c.  
120, a. 46,  
mod.

14. L'article 46 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

« d) déterminer le mode et les conditions de mise en marché d'un produit commercialisé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise. »

Id., a. 47,  
mod.

15. L'article 47 de ladite loi est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

« e) obliger l'acheteur du produit à en verser le prix à l'office des producteurs ou à un agent de vente pour que cet office ou agent fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur. »

Id., a. 49,  
mod.

16. L'article 49 de ladite loi est modifié en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes les mots « ou d'une convention conclue en vertu de l'article 26 » par les mots « , d'une convention conclue en vertu de l'article 26 ou d'une ordonnance de la Régie ».

Id., a. 50,  
mod.

17. L'article 50 de ladite loi est modifié en ajoutant les mots suivants: « ; cependant, dans le cas de la mise en vente en commun du produit, la Régie verse les

(c) determine the information which the purchaser of a marketed product must furnish with respect to the sums so withheld;

(d) fix the time of remittance of the sums withheld;

(e) determine the terms and conditions of withholding and remittance.

Every regulation made under this section shall be published in the *Quebec Official Gazette*; it shall come into force on the fifteenth day following its publication or on such later date as is fixed therein.

Publica-  
tion.

“44b. The Board may regulate the conditions of any agreement between the producer of a marketed product and any person engaged in the marketing of such product.

Condi-  
tions of  
agree-  
ments.

Every regulation made under this section shall be published in the *Quebec Official Gazette*; it shall come into force on the sixtieth day after publication or on such later date as may be fixed therein.”

Publica-  
tion.

14. Section 46 of the said act is amended by adding the following paragraph:

R. S., c.  
120, s. 46,  
am.

“(d) determine the mode and conditions of marketing a marketed product, or prohibit the marketing thereof otherwise than through its agency.”

15. Section 47 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Id., s. 47,  
am.

“(e) compel the purchaser of the product to pay the price thereof to the producers' board or to a selling agent in order that such board or agent may apportion the net proceeds of the sale in conformity with the regulations then in force.”

16. Section 49 of the said act is amended by replacing the words “or of an agreement made under section 26”, in the third and fourth lines, by the words “, of an agreement made under section 26 or of an ordinance of the Board”.

Id., s. 49,  
am.

17. Section 50 of the said act is amended by adding the words “; nevertheless, in the case of joint marketing of the product, the Board shall pay the amounts

Id., s. 50,  
am.

montants perçus à l'office de producteurs chargé d'appliquer le plan conjoint pour que celui-ci en dispose de la manière prévue au règlement de mise en vente en commun ».

collected to the producers' board entrusted with the administration of the joint plan so that the latter shall dispose thereof as provided in the joint marketing regulation".

S. R., c.  
120, aa.  
50a et 50b,  
aj.  
Partie à  
une in-  
fraction.

**18.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 50 les suivants:

« **50a.** Est partie à toute infraction et passible de la peine prévue au même titre qu'une personne qui la commet, toute personne qui aide à la commettre ou conseille de la commettre, et, dans le cas où l'infraction est commise par une corporation ou une association, est coupable de l'infraction tout directeur, tout administrateur, gérant ou officier qui de quelque manière approuve l'acte qui constitue l'infraction ou y acquiesce.

Complot.

« **50b.** Si plusieurs personnes forment l'intention commune de commettre une infraction, chacune d'elles est coupable de chaque infraction commise par l'une d'elles dans la poursuite de la commune intention. »

Entrée en  
vigueur.

**19.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**18.** The said act is amended by adding after section 50 the following:

R. S., c.  
120, ss.  
50a, 50b,  
ad.

“**50a.** The following shall be party to an offence and liable to the penalty provided in the same manner as the person committing the offence: any person who aids or abets the commission thereof and, when the offence is committed by a corporation or an association, every director, administrator, manager or officer shall be guilty of the offence who in any manner approves of the act which constitutes the offence or acquiesces therein.

Party to  
offence.

“**50b.** If several persons conspire to commit an offence, each of them shall be guilty of each offence committed by any of them in the carrying out of their common intention.”

Conspir-  
acy.

**19.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.